

FICHE DE PRESENTATION

1 Les stratégies d'unification de l'archipel indonésien

2 Cdt BOUAULT

3 15 06 2000

4 Groupe D4

5 **Mémoire de stratégie**

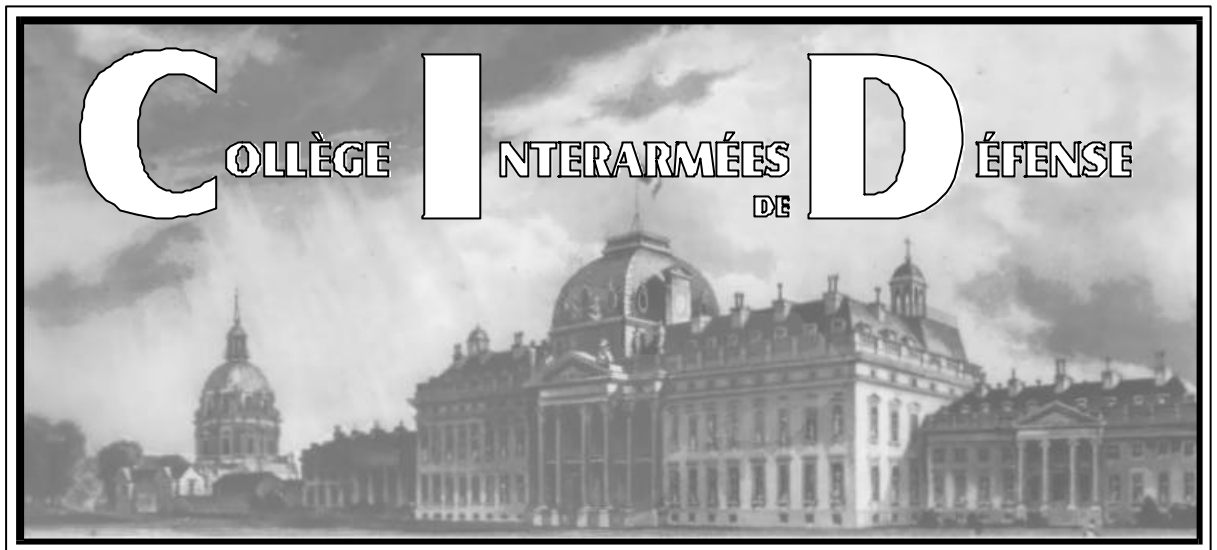
6 **Synthèse**

L'Indonésie, immense pays par son territoire et sa population, archipel de 13 000 îles était jusqu'à ces dernières années surtout connue pour son intérêt touristique et son dynamisme économique. Mise sur le devant de la scène à la suite de la crise économique du Sud-Est asiatique et de la crise du Timor oriental, l'Indonésie a montré toute sa fragilité et la difficulté de maintenir uni un territoire aussi divers sur les plans culturel, ethnique, religieux ou linguistique.

La caractéristique de l'Indonésie est donc, l'éclatement et la dispersion, ce qui explique que toute la politiques des différents gouvernements sera orientée vers l'unification. Le but de ce mémoire est d'examiner les différentes stratégies intérieures et extérieures, qui tendent à cet objectif unitaire, dans un pays dont la stabilité est vitale pour l'économie mondiale. En effet, l'archipel indonésien contrôle les détroits entre la mer de Chine, principale zone d'instabilité potentielle du globe en raison des appétits chinois , et l'Océan indien d'ou proviennent la majorité des besoins énergétiques des pays d'Asie du Sud-Est.

7 **Mots clés**

Indonésie, Asie du Sud-Est, Mer de Chine, ANSEA.



Mémoire de stratégie

**LES STRATEGIES D'UNIFICATION
DE L'ARCHIPEL INDONESIEN**

Cdt BOUAULT

7^{ème} promotion du CID

Groupe D4

SOMMAIRE

Introduction	1
I Une situation stratégique exceptionnelle	1
1 La gardienne des détroits.....	1
2 Une région propice aux différends territoriaux.....	2
II Le contexte géopolitique	2
1 Le monde malais.....	3
a) Les tentatives d'unité.....	3
b) Des rapports difficiles avec la sœur malaise.....	4
c) Une certaine méfiance vis à vis des philippines.....	4
d) De bonnes relations avec le sultanat de Brunei.....	4
e) Des relations paradoxalement excellentes avec Singapour.....	4
2 L'ANSEA : zone naturelle ou pré-carré ?.....	4
3 Le Japon véritable maître du jeu asiatique.....	5
4 La Chine :une menace et un exemple d'indépendance	6
5 Les relations avec les Etats-Unis : des hauts et des bas	7
a) De la reconnaissance au rejet.....	7
b) Le retour dans le camp occidental.....	8
c) Premiers succès et procès de l'occident.....	8
d) Un certain réalisme sur l'intérêt de la présence américaine	9
6 Une implication croissante de l'Australie dans les affaires régionales.....	9
7 Une certaine méfiance vis à vis de l'APEC	10
8 Les contentieux territoriaux de l'Indonésie avec ses voisins:.....	10
a) L'île Natuna.....	10
b) Les îles Spratly	10
c) Les détroits.....	11
d) Sipadan et Ligitan	11
III Les relations avec le monde musulman	11
IV La stratégie d'unification.....	12
1 La formation de l'Etat-nation	12
a) Les expériences pré-coloniales : une source d'inspiration	12
b) Un héritage colonial : des institutions modernes.....	13
c) Le nationalisme comme ciment unitaire.....	13
d) L'Etat Pancasila : les cinq principes fondamentaux d'une nouvelle religion civile et unificatrice	14
2 L'invention d'une culture nationale	14
a) Une référence essentiellement javanaise.....	15

Les stratégies d'unification de l'archipel indonésien

b) Des outils grossiers mais ayant fait leurs preuves	15
c) La famille un défouloir de la diversité.....	15
d) Un outil efficace de diffusion : la politique de transmigration	15
e) Eduquer la nation : une nécessité pour créer le nouvel Indonésien.....	15
f) Les médias véhicules de la culture nationale	16
3 Le choix d'une langue nationale unique	16
4 Une république religieuse mais pas un état islamique.....	17
5 La lutte contre les grands mouvements politiques inspirés de l'étranger.....	18
a) La lutte contre le communisme : l'ordre nouveau.....	18
b) Une stratégie du non-alignement réactualisée contre l'occident	18
6 La stratégie de colonisation interne : la transmigration.....	19
a) Une réponse aux équilibres démographiques	19
b) Un garant de la paix sociale	19
c) Le renouveau de la transmigration durant l'ordre nouveau	20
d) La transmigration un outil pour l'unité nationale	20
7 Un statut unificateur : l'Etat archipel.....	20
a) L'intérêt politique	21
b) L'intérêt économique.....	21
c) L'intérêt stratégique.....	21
8 Expansionnisme et lutte contre les indépendantismes	21
a) Irian Jaya.....	22
Une expansion favorisée par le rejet américain du colonialisme	22
Un simulacre de référendum et un mouvement nationaliste faible	22
Colonisation, répression et mouvements de réfugiés	22
Une isolation et un contrôle militaire permanent de la province	23
b) Le Timor oriental.....	23
Une conquête utilisant la psychose américaine du communisme	23
La stratégie militaire de l'écrasement.....	24
Un échec face à une guérilla de harcèlement efficace.....	24
La stratégie du développement économique	24
Le combat « de l'intérieur ».....	25
Le referendum.....	25
L'organisation du chaos	26
c) L'Aceh	26
Un mouvement séparatiste diabolisé.....	26
Une région déclarée zone militaire opérationnelle	27
Vers une certaine autonomie	27
V Les moyens de préserver l'unité.....	27

Les stratégies d'unification de l'archipel indonésien

1 Une armée tournée vers la sécurité intérieure	27
2 Un manque de moyens pour un statut de puissance militaire régionale	28
3 La maîtrise des eaux proches : priorité à la marine	28
Conclusion.....	29
Bibliographie	30

Introduction

L'Indonésie, immense territoire de 13 milles îles s'étalant sur plus de 19 millions de km² (11^{ème} rang mondial) et dont la population dépasse 200 millions d'habitants (5^{ème} rang mondial), était jusqu'à ces dernières années surtout connue comme une destination touristique avec des lieux mythiques comme Java et surtout Bali et ses danses traditionnelles. Sur le plan économique, elle était présentée comme un modèle de croissance et devait devenir un nouveau « dragon asiatique ».

Les récents évènements, dans un premier temps la crise financière qui a frappé toute l'Asie du Sud-Est, et dans un deuxième temps la crise indépendantiste au Timor oriental, ont mis cet archipel géant sur le devant de la scène. C'est ainsi qu'ont été éclairées la complexité et la fragilité de cet édifice, qui à un étalement territorial et à une dispersion insulaire, ajoute un éclatement ethnique, linguistique, culturel et religieux.

La caractéristique de l'Indonésie est donc, l'éclatement et la dispersion, ce qui explique que toute la politiques des différents gouvernements sera orientée vers l'unification. Le but de ce mémoire est d'examiner les différentes stratégies intérieures et extérieures, qui tendent à cet objectif unitaire, dans un pays dont la stabilité est vitale pour l'économie mondiale. En effet, l'archipel indonésien contrôle les détroits entre la mer de Chine, principale zone d'instabilité potentielle du globe en raison des appétits chinois, et l'Océan indien d'où proviennent la majorité des besoins énergétiques des pays d'Asie du Sud-Est.

Après avoir exposé l'importance stratégique de l'Indonésie et par-là la nécessité pour l'économie mondiale de sa stabilité, nous examinerons sa situation géopolitique aussi bien sur le plan régional qu'international sans oublier la dimension musulmane, primordiale lorsqu'on sait que l'archipel est le pays le plus peuplé du monde musulman. A l'issue de cet état des lieux, nous décrirons les processus stratégiques qui ont permis dans un premier temps la création de l'Indonésie moderne postcoloniale, puis son expansion pour unifier l'archipel dans sa quasi-totalité au sein d'un Etat nation. Nous observerons ensuite les problèmes auxquels se heurte cette unification en nous attardant sur les mouvements séparatistes, les ambitions étrangères et les solutions stratégiques indonésiennes pour les contrer. Une dernière partie présentera les moyens militaires utilisés dans cette volonté obsessionnelle de l'unité que l'on retrouve dans la devise "l'unité dans la diversité".

I Une situation stratégique exceptionnelle

1 La gardienne des détroits

Plusieurs voies d'échanges internationales traversent les eaux de l'archipel indonésien par les détroits qu'il contrôle, en totalité ou avec ses voisins, la Malaysia, Singapour et les Philippines. Quarante pour cent du trafic maritime mondial transite par les détroits de Malacca, de la Sonde, de Lombok et d'Ombai et Savu. Une des routes maritimes les plus animées passe par le détroit de Malacca, entre l'île de Sumatra et la péninsule malaise, à destination de Singapour et de Jakarta. Le trafic pétrolier entre le Moyen-Orient et l'Asie du Nord-Est (à destination du Japon, de la Corée du Sud et de Taiwan) franchit l'Indonésie par ce même détroit, tandis que les navires les plus volumineux

(supertankers de plus de 50 000 tonnes) utilisent les détroits moins encombrés et plus profonds de la Sonde (entre Java et Sumatra) et de Lombok. Les sous-marins nucléaires américains, en provenance de l'Océan pacifique et partant patrouiller dans la Mer de Chine méridionale, passent par la mer du Timor, située entre cette île et le continent australien. Ils franchissent ensuite la mer des Moluques ou le détroit de Makasar qui est bordé par les Célèbes et Kalimantan.

2 Une région propice aux différends territoriaux

La mer de Chine du Sud est une région possédant un fort potentiel dans le domaine énergétique. Plusieurs sites prometteurs y ont été ainsi découverts ou sont en cours d'exploitation, dont certains appartiennent à l'Indonésie. Leur appartenance repose sur des tracés de zones maritimes dont la légitimité est parfois contestable et souvent contestée.

Sachant que la Chine entretient des différends territoriaux avec la plupart des pays riverains de la mer de Chine du Sud, l'archipel indonésien représente un enjeu stratégique de première grandeur, alors même que les Etats-Unis ne disposent plus de bases militaires en Asie du Sud-Est, depuis le démantèlement de celles de Subic Bay et de Clarkfield aux Philippines (1991). La question de la sécurité en Asie du Sud-Est est donc régulièrement posée, dans la mesure où la première puissance régionale, l'Indonésie, ne dispose pas encore des moyens nécessaires pour assurer l'ordre et la paix. Elle n'appartient à aucune alliance, en raison de sa politique étrangère reposant sur le non-alignement, tandis qu'aucun système de sécurité collective ne prend réellement en charge la tranquillité et la stabilité de la région.

La mer de Chine méridionale est ainsi devenue l'étendue maritime la plus potentiellement instable du globe. Les revendications y sont motivées par des impératifs économiques, même si les justifications sont d'ordres historique ou juridique. L'héritage idéologique de la guerre froide qui demeure une caractéristique de la mer de Chine du Nord, n'a aucune influence sur le comportement des protagonistes en mer de Chine du Sud. Enfin, alors que le théâtre septentrional est sanctuarisé par l'arme nucléaire et la présence continue du contingent américain, celui de la mer de Chine méridionale obéit encore à une logique de rapport de forces conventionnel, sans interposition militaire de la dernière grande puissance. Le climat géopolitique en mer de Chine du Sud est donc particulièrement volatile, et ses issues incertaines.

L'Indonésie apparaît donc confronté à une vaste série de défis allant de la défense de son intégrité territoriale dans un contexte défavorable, à la gestion d'un vaste domaine maritime, complexe dans son tracé, et dont la taille et la richesse peuvent inquiéter ou attirer ses voisins. En outre, l'archipel associé à son émiettement complexe une richesse ethnique des plus diversifiées dont la prise en compte fonde toute sa politique intérieure et extérieure.

II Le contexte géopolitique

L'Asie n'a pas toujours eu une place privilégiée dans les relations que l'archipel entretient avec l'extérieur. Aussi bien durant la période coloniale que durant la guerre froide, l'Indonésie était surtout tournée vers l'Occident. La nouvelle donne qu'a provoqué la chute du mur de Berlin avec l'émergence d'un nouvel ordre mondial, a incité l'Asie à se resserrer afin de constituer un ensemble régional plus cohérent et solidaire. Cette tendance

a été amplifiée par la crise économique et financière de 1997. Cette dernière a fait apparaître une similitude de situation entre l'Indonésie et ses voisins asiatiques, et a accentué une prise de conscience collective de la destinée asiatique face à la globalisation.

Ces relations inter asiatiques ne sont évidemment pas de même intensité selon qu'elles concernent les mondes chinois ou nippon, ou les pays de tradition bouddhistes du Sud-Est asiatique continental. De plus, l'Indonésie cumule avec son appartenance à l'espace asiatique, sa dimension de pays musulman le plus peuplé. De ce fait, l'Indonésie est aussi partie prenante dans ce monde islamique dont les centres de gravité spirituels se trouvent au Moyen-Orient.

Par ailleurs, les Etats occidentaux et en premier lieu les Etats-Unis sont aussi impliqués dans la géopolitique de cette partie du Monde. Point stratégique primordial qu'il fallait conserver à tous prix dans le camp occidental, l'Indonésie a toujours été perçue comme un atout maître du jeu américain durant la guerre froide. C'est ainsi qu'en 1948, George Kennan, le père de la doctrine américaine de l'endiguement, voyait dans « le problème de l'Indonésie (...) la question la plus cruciale de ce moment précis [du] combat [américain] contre le Kremlin ».

1 Le monde malais

a) Les tentatives d'unité

Avec ses voisins immédiats du monde malais, l'Indonésie a toujours entretenu un lien naturel, lié à une culture et une histoire communes. Ce patrimoine partagé a naturellement entraîné une volonté d'unification du monde malais, sans pour autant éviter certains conflits.

Les indépendantistes indonésiens et certains intellectuels malais projetaient la fondation d'une « Grande Indonésie ». Cet Etat aurait englobé l'Indonésie, la Malaisie, le sultanat de Brunei et Singapour. Mais ce projet a été rendu impossible par le fait que les indépendances des différents protagonistes n'ont pas été simultanées mais au contraire étalées dans le temps. Par la suite, en 1963, les trois principaux pays du monde malais, la Malaisie, les Philippines et l'Indonésie annonçaient à Manille la création d'une association, le Maphilindo. Cette seconde tentative échoua en raison de l'opposition conjointe des Philippines et de l'Indonésie à l'intégration de Bornéo Nord dans la future fédération de Malaysia. Ce différent aboutit à une confrontation armée (Konfrontasi) entre l'Indonésie et la Malaisie de 63 à 65. Cet affrontement ne put empêcher l'intégration de ces deux Etats du Nord de Bornéo au sein de la Malaisie péninsulaire.

La cause principale de ces échecs semble être la différence de tailles entre les différents pays du monde malais qui empêche la création de liens organiques solides. Le poids de l'Indonésie apparaît trop important pour la Malaisie ou le sultanat de Brunei. A l'inverse, l'archipel indonésien a tendance à considérer ses voisins comme sa clientèle naturelle, voire ses vassaux. Ainsi, l'annexion du Timor par l'Indonésie avait été ressentie par Singapour et le Sultanat de Brunei comme une démonstration de la volonté hégémonique de l'archipel, et donc comme une menace sur leurs indépendances.

b) Des rapports difficiles avec la sœur malaise

Les rapports avec la Malaisie sont difficiles car l'Indonésie considère la Fédération comme une sorte de sœur cadette. Des sujets de discorde existent entre les deux riverains du détroit de Malacca. Le premier différend touche les deux îlots Ligitan et Sipadan à l'est de Kalimantan. Mais le problème le plus grave est celui du sort des travailleurs émigrés indonésiens en Malaisie, dont le nombre dépasse le million. Ils ont été attirés par le gouvernement malais pour participer à l'essor économique de la péninsule et renforcer la part des malais dans la population. La crise de 1997 a ensuite entraîné leur expulsion progressive. A l'inverse, des Indonésiens fuient Sumatra pour se réfugier en Malaisie et fuir la débâcle économique de leur patrie. Les relations sont plus distendues qu'avec le restant du monde malais.

c) Une certaine méfiance vis à vis des philippines

Les Philippines sont ressentis par les Indonésiens comme des voisins trop exubérants et trop américanisés. Leur catholicisme militant rend d'ailleurs suspects leurs liens avec la grande famille malaise. De plus, la question jamais résolue de la minorité musulmane Moro, au sud des Philippines, agresse la sensibilité indonésienne qui s'est offerte à plusieurs reprises comme médiateur entre Manille et les insurgés de la grande île méridionale de Mindanao.

d) De bonnes relations avec le sultanat de Brunei

Indépendant et reconnu depuis 1984, le sultanat de Brunei est perçu comme un pays ami dont les immenses ressources financières peuvent servir pour atténuer les difficultés dans lesquelles l'Indonésie peut se trouver.

e) Des relations paradoxalement excellentes avec Singapour

Paradoxalement, les relations sont excellentes avec Singapour, ville chinoise ancrée en plein monde malais et comportant une minorité malaise en situation défavorisée. La cité Etat apporte un grand concours à l'archipel, en servant d'intermédiaire financier et commercial. En effet, la majeure partie du commerce extérieur indonésien transite par Singapour. Les statistiques concernant cette pratique ne sont pas mentionnées afin de ne pas faire apparaître la contrebande qui existe entre les deux pays. Ces bonnes relations ont facilité la création du premier triangle de croissance asiatique en 1989, qui associe la province indonésienne de Riau (dont l'île de Batam), l'Etat malais de Johore et Singapour. Cet ensemble transfrontalier met à profit les complémentarités entre ses différents adhérents dans les domaines scientifiques, du savoir-faire, de la main d'œuvre bon marché et des technologies. Il se veut un des nœuds de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est et l'un des laboratoires d'expérimentation de cette politique d'association régionale.

2 L'ANSEA : zone naturelle ou pré-carré ?

Dans la vision de l'Indonésie, l'ANSEA apparaît comme un tremplin pour développer son influence dans les affaires mondiales. La région englobée par l'ANSEA constitue un terrain familier et favorable dans lequel l'Indonésie expérimente sa diplomatie et revendique un certain leadership. Dans l'esprit des autres partenaires, l'association doit

au contraire permettre de neutraliser leur grand voisin afin d'éviter les conflits comme la Konfrontasi.

Cette incompatibilité dans les attentes des uns et des autres permet d'expliquer la faiblesse des résultats de ce groupement créé en août 1967 à Bangkok. Malgré tout, l'Indonésie a trouvé plus que son compte dans l'ANSEA. Elle lui a imprimé sa marque voire son style. Elle a réussi à détourner le but initial qui était celui de la coopération économique pour le réorienter vers le terrain politique et diplomatique qui est devenu son cadre d'action privilégié.

Dans le but de contrer la Chine et d'affaiblir l'influence thaïlandaise, Jakarta a appuyé l'entrée du Vietnam dans l'association. Dans le même esprit, l'Indonésie a soutenu l'adhésion de la Birmanie, malgré les pressions d'ingérence européenne qui visent à isoler un pays peu empressé d'appliquer les droits de l'homme. Afin de stabiliser un éventuel triangle Japon – Chine - ANSEA, Jakarta a souhaité une ANSEA à dix qui intégrerait en plus le Laos, et le Cambodge. Ce renforcement contribuerait, par la même occasion, à relancer le principe d'une ZOPFAN, zone de paix, de liberté et de neutralité.

Dans un cadre plus stratégique, l'ASEAN Regional Forum a été créé pour permettre la réunion des principales puissances mondiales aux côtés de l'ASEAN afin de discuter des questions de sécurité concernant l'Asie Pacifique.

Malgré la présence du siège du secrétariat de l'Association à Jakarta, l'archipel demeure très vigilant quand à son indépendance. En sa faveur, il faut reconnaître que l'Indonésie représente plus du tiers de la population et des ressources de l'ASEAN. Ce qui explique que le pays ne se soit ouvert au projet de Zone de libre échange de l'ASEAN qu'avec réticence car ce projet entraînait une ouverture des marchés et des abandons de souveraineté.

Par ailleurs l'Indonésie a fortement irrité ses partenaires, durant la fin du régime du président Suharto, par son indifférence à l'égard de leurs récriminations durant les incendies de forêt de Sumatra et de Kalimantan. Ces réclamations trouvaient leur justification dans le peu d'effort de l'archipel pour surmonter une catastrophe écologique qui avait des répercussions régionales. Par la suite, la crise monétaire de 1997 a rappelé cruellement les pays membres de l'ANSEA à leurs devoirs de solidarité. Des efforts d'assistance mutuelle ont été vainement entrepris. Comme ses autres partenaires de l'ANSEA, l'Indonésie a dû se tourner vers la seule puissance économique encore crédible, le Japon.

3 Le Japon véritable maître du jeu asiatique

Malgré le contentieux historique de l'occupation durant la seconde guerre mondiale, qui a laissé des traces importantes dans la mentalité de l'ex-colonie néerlandaise, l'Indonésie partage avec l'empire nippon un certain nombre d'intérêts communs. Les deux archipels aspirent à une stabilité, une sécurité et une paix régionale, même si la puissance de leur économie respective est loin d'être comparable. Cette disparité n'empêche pas en effet une certaine interdépendance. C'est d'ailleurs à la suite d'une visite éclair à Jakarta du Premier ministre japonais, que le président Suharto s'est résolu à négocier avec le FMI.

Toute l'Asie de l'Est est largement dominée par la puissance nipponne qui a contribué par ses investissements et son commerce à structurer l'économie régionale. Dés

les premières années qui ont suivi la fin de la guerre, le Japon est rapidement devenu le premier partenaire commercial et financier de l'Indonésie et son principal créancier, loin devant les Etats-Unis, la France et l'Allemagne.

Bien entendu, la persistance et la constance de l'assistance nipponne ne sont pas gratuites. Elle permettent à l'Empire du soleil levant de préserver ses intérêts vitaux aussi bien sur le plan des ressources naturelles (gaz naturel) que sur le plan stratégique, puisque la moitié du fret transitant chaque jour par les détroits de Malacca, Singapour, Lombok et Makasar est japonais. De plus, les trois quarts des importations japonaises de pétrole utilisent le même chemin. La fermeture des détroits entraînerait un allongement de deux tiers du parcours, en raison du contournement obligatoire de l'Australie dans une telle éventualité.

Sur le plan militaire, le Japon, malgré l'accélération du retrait américain, n'envisage pas actuellement d'étendre son périmètre de défense au delà de 1000 miles en Asie du Sud-Est. Même si les Etats-Unis ont renoncé en 1995 à réduire d'avantage leurs troupes en Corée du Sud, ils se sont retirés de leurs bases des Philippines. Il faudra donc qu'à moyen terme, le Japon prenne leur succession dans la région avec sans doute l'accord des indonésiens.

Pour toutes ces raisons stratégiques et économiques, le Japon reste un partenaire d'un poids considérable pour l'archipel indonésien. Ce dernier apprécie par ailleurs le fait que le Japon n'ait jamais ouvertement abusé de sa situation privilégiée pour faire preuve d'ingérence dans ses affaires intérieures.

Dans la géopolitique indonésienne, le Japon joue par ailleurs un rôle de contrepoids vis à vis de la puissance croissante de la Chine. Le défi de la diplomatie indonésienne est de ménager une relation triangulaire équilibrée avec la République Populaire de Chine et le Japon afin de garder son indépendance vis à vis de ces deux géants. Il s'agit à la fois d'éviter l'imposition d'une sphère de coprosperité japonaise et l'imposition d'une mer de Chine sous influence chinoise.

4 La Chine : une menace et un exemple d'indépendance

Dans l'imaginaire javanais, la Chine a souvent été perçue comme l'ennemi du Nord, même si dans l'histoire, l'île n'a jamais été soumise à l'Empire du Milieu. A notre époque, du fait de sa masse impressionnante et de son agressivité grandissante dans la région, la République Populaire de Chine fait figure de principale et de plus sérieuse menace pour l'archipel indonésien. L'influence subversive de la Chine maoïste avait d'ailleurs entraîné l'élimination, dans les conditions assez sanglantes de l'Ordre Nouveau du général Suharto, du parti communiste indonésien considéré comme une émanation de Pékin.

Dans ce contexte de méfiance, la minorité sino-indonésienne, déjà peu appréciée pour son dynamisme économique, a souvent été ressentie comme la cinquième colonne de l'Armée Rouge chinoise. Souvent considérée comme responsable des malheurs indonésiens, elle a souvent payé un lourd tribut sanglant lors des différentes crises traversées par l'archipel. C'est ainsi que les relations diplomatiques ont été gelées en 1967, à la suite du massacre de commerçants chinois et du sac de l'ambassade de la République Populaire de Chine à Jakarta par des partisans de l'Ordre Nouveau encore embryonnaire. Les relations bilatérales n'ont été rétablies qu'en 1990 en raison de la fin de la guerre froide et

du développement des échanges commerciaux entre les deux pays, malgré une certaine défiance des dirigeants indonésiens. Aussi pour ne pas laisser à Pékin tout le leadership régional, Jakarta soutient une éventuelle réforme des Nations unies dont la conséquence serait l'attribution au Japon d'un siège de membre permanent du Conseil de Sécurité.

A la suite de cette normalisation diplomatique sino-indonésienne, le théâtre potentiel de conflits s'est installé dans le sud de la mer de Chine dans laquelle sont concentrés la plupart des contentieux asiatiques. Cette zone riche en hydrocarbures est sillonnée par des bâtiments aussi bien militaires que commerciaux ou pétroliers. C'est dans cette partie que l'on trouve les si convoitées îles Spratly qui sont d'excellentes plates-formes pour contrôler l'ensemble de la mer de Chine du Sud et s'octroyer de substantielles portions de zone économique exclusive.

Les Chinois revendiquent depuis plusieurs décennies ces îles. Ainsi, sur certaines cartes « maoïstes » de la mer de Chine, on voit apparaître une « langue de dragon » qui englobe le Nanyang, c'est à dire les revendications territoriales chinoises. Parmi celles-ci, en plus des îles Spratly, on trouve aussi une partie des îles Natuna, petit archipel dont les indonésiens avaient prévu l'exploitation dans les quinze ans à venir pour en extraire du gaz naturel.

La mer de Chine étant le principal débouché vers les grandes métropoles asiatiques pour les produits indonésiens, il est primordial pour l'archipel que cette dernière ne soit pas transformée en champ de bataille. Or, la République populaire de Chine est en train de se développer militairement et en particulier de se doter d'une puissante force de projection. Devant cette menace, les Indonésiens n'ont pas d'autre possibilités immédiates que d'organiser des rencontres informelles avec les dirigeants chinois et les représentants des pays riverains. Ces sommets sont discrètement dénommées : « Ateliers pour la gestion des conflits potentiels en mer de Chine du Sud ».

En revanche, l'Indonésie retrouve une certaine complicité avec la Chine lorsqu'il s'agit de faire front commun face à « l'impérialisme américain ». Les deux pays possèdent aussi les mêmes réflexes d'aversion devant les tentatives d'ingérence occidentales pour les inciter à appliquer les droits de l'homme, notions qui n'appartiennent ni à la culture ni à la sensibilité asiatique.

De plus, le modèle d'économie semi-libérale de la République Populaire de Chine a mieux résisté à la crise économique et montré son efficacité. Malgré les concessions nécessaires au libéralisme pour amadouer le FMI, l'étatisme nuancé chinois apparaît comme un exemple de protection contre les dysfonctionnements du marché international. Comme la Chine, l'Indonésie aspire à tirer partie des capitaux multinationaux sans pour autant leur laisser prendre le contrôle de son économie.

5 Les relations avec les Etats-Unis : des hauts et des bas

a) De la reconnaissance au rejet

La vision des Etats-Unis a souvent varié dans l'opinion indonésienne. Au départ considérée comme une puissance amie, puisque soutenant les différents mouvements anti-coloniaux dont l'indonésien, l'Amérique a vite acquis une réputation de chef de file de

l'impérialisme. C'est cette perception qui a fait déclarer à Soekarno en 1964 : « Go to hell with your help ! ». A partir de cette déclaration, l'Indonésie s'engageait dans la voie du tiers-mondisme et de l'anti-américanisme pendant toute la durée du pouvoir de Soekarno. Ceci explique sans doute le soutien rapide obtenu par l'Ordre Nouveau du président Suharto, qui permettait un ancrage de l'Indonésie dans le camp occidental.

b) Le retour dans le camp occidental

Au milieu des années 60, en pleine guerre froide et au moment où la guerre du Vietnam atteint son paroxysme, l'Indonésie intègre le camp occidental auquel elle demande l'assistance et la protection. Grâce à l'aide occidentale, le général Suharto, nouvel homme fort de l'archipel, peut mettre en place « l'Ordre nouveau ».

L'assistance financière américaine est considérable et un groupe d'économistes indonésiens formés dans les meilleures universités américaines met au point un nouveau type de développement. Un réseau de pouvoir, surnommé la « mafia de Berkeley », associé à la puissance américaine, présente aux jeunes indonésiens ambitieux un modèle de réussite. Vingt milles de ces derniers étaient étudiants aux Etats-Unis en 1996.

Grâce à l'aide apportée par l'occident en général et par les Etats-Unis en particulier, l'Etat indonésien espère acquérir des savoir-faire technologiques qui permettront une accélération du développement de l'archipel. Ce processus de modernisation s'opère malgré tout dans la vigilance, les dirigeants indonésiens craignant à juste titre la corruption de la jeunesse par la culture occidentale.

c) Premiers succès et procès de l'occident

A la suite des premiers succès économique et du redressement général du pays, l'Indonésie renoue avec la politique « libre et active » de Soekarno et entreprends de faire le procès de l'occident. Enivrés par la réussite, les Indonésiens rejettent fièrement tous les avis occidentaux et en particulier ceux des américains.

Cette tendance s'explique de trois façons :

- les gouvernants désirent se libérer des pressions extérieures,
- les musulmans estiment que l'Islam est maltraité par l'Occident,
- enfin les nationalistes voient dans la mondialisation une forme déguisée de néo-colonialisme.

Malgré ces récriminations, l'Indonésie considère toujours les Etats-Unis comme un pays ami. Pour faire comprendre ses vues, elle s'appuie sur le système des lobbies. C'est ainsi que les relations nouées entre dirigeants d'entreprise indonésiens et américains ont permis, au début du conflit, de modérer l'opinion du président Clinton sur le problème du Timor. Cette action a par ailleurs eu des effets secondaires puisqu'il a été prouvé que certains hommes d'affaires indonésiens avaient contribué financièrement à la campagne électorale du président des Etats-Unis.

La fin de l'Ordre nouveau, qui est due à l'admonestation de madame Albright au général Soekarno pour qu'il démissionne, est apparue comme une ingérence offensante de

la part des Etats-Unis et a contribué à envenimer les relations bilatérale et donner une plus grande crédibilité aux nationalistes les plus durs.

d) Un certain réalisme sur l'intérêt de la présence américaine

Malgré la multipolarisation de la diplomatie de l'ANSEA et de l'Indonésie, les dirigeants de l'archipel ne remettent pas pour autant en cause la place particulière des Etats-Unis dans la région. En dépit d'un statut affiché de pays non-aligné, l'Indonésie reste favorable à une forte présence militaire américaine en mer de Chine. C'est en effet la seule garantie crédible et efficace à court terme pour contrer les éventuelles prétentions territoriales chinoises et la montée en puissance du potentiel militaire indien qui commence à inquiéter Jakarta.

6 Une implication croissante de l'Australie dans les affaires régionales

La récente crise timoraise, a fait apparaître la volonté australienne de s'immiscer de plus en plus dans les affaires régionales. Il est évident qu'en refusant le statut d'autonomie proposée par l'Indonésie, le Timor, qui n'est pas viable en tant qu'Etat entièrement indépendant, est condamné à se placer sous la protection d'une puissance étrangère. Une simple observation géographique montre que ce nouvel Etat timorais ne pourra survivre qu'en tombant dans la mouvance de l'Australie. Le Premier ministre australien, John Howard, n'a d'ailleurs guère caché ses ambitions régionales, puisqu'il a affirmé en septembre 1999 que son pays avait vocation à intervenir dans cette partie du monde. Il a aussi révélé que son pays se considérait désormais comme le fondé de pouvoir régional des Etats-Unis pour y maintenir la paix. Cette déclaration a d'ailleurs provoqué un tollé dans toute l'Asie du Sud-Est

L'empressement du gouvernement australien à jouer un rôle de premier plan dans la région s'explique avant tout par des raisons économiques. Les compagnies pétrolières américaines, australiennes et britanniques se positionnent discrètement pour contrôler les réserves pétrolières et gazières de la mer du Timor, qualifiées de «nouveau bassin caspien» par certains cercles de la City de Londres.

La stratégie anglo-saxonne vise à obtenir que les vastes ressources pétrolières et gazières offshore sortent du giron indonésien. Tant que le Timor oriental restait sous l'autorité de l'archipel, le contrôle sur la totalité des hydrocarbures de la zone appartenait à la société pétrolière d'Etat indonésienne Pertamina.

Ces dernières années, BHP d'Australie, la Royal Dutch Shell britannique et d'autres grandes sociétés pétrolières ont dépensé quelque 700 millions de dollars en prospection dans la partie australienne de la mer du Timor. Les résultats de ces forages en secteur australien ont été très prometteurs, puisque 34 des 41 puits ont révélé des traces significatives de la présence d'hydrocarbures. Pour réussir à contrôler les eaux indonésiennes encore inexplorées de la mer du Timor, il était donc nécessaire d'installer au Timor oriental un gouvernement «indépendant», amené à tisser des liens solides avec l'Australie et la Grande-Bretagne afin de faire contrepoids à l'Indonésie.

7 Une certaine méfiance vis à vis de l'APEC

L'APEC (Asia Pacific Economic Cooperation) est considérée par le gouvernement indonésien comme un instrument de l'hégémonie américaine dans la région. Cette organisation a été fondée par l'Australie, pays occidental le plus proche géographiquement de l'archipel, pour s'intégrer à l'Asie. L'Indonésie, si elle a adhéré à cette institution internationale et en a même accueilli un sommet, fait preuve d'une méfiance vis à vis d'une organisation qui risque de dissoudre l'ANSEA dans une organisation trop large où elle aura perdu toute parcelle de contrôle. Les américains pourraient alors se servir de cette nouvelle association comme tête de pont pour faciliter leur pénétration du marché asiatique.

8 Les contentieux territoriaux de l'Indonésie avec ses voisins:

Comme on a déjà pu le voir dans le paragraphe consacré aux relations sino-indonésiennes, les revendications territoriales ne manquent pas entre l'Indonésie et ses partenaires en mer de Chine du Sud. Possédant une situation géographique exceptionnelle et s'appuyant sur un statut archipélagique très favorable, l'Indonésie se voit contester certaines zones riches en matières premières ou importantes du point de vue stratégique. En contrepartie, et en s'appuyant sur le droit international traitant des zones économiques exclusives, l'Indonésie revendique certaines parcelles du territoire de ses voisins.

a) L'île Natuna

La première source de tension insulaire correspond aux parages de l'île Natuna. Le différend provient du chevauchement des *zones économiques exclusives (ZEE)* indonésienne et vietnamienne sur une distance de 160 km. Hanoi et Jakarta se disputent l'exploitation de cette région et n'ont pas hésité à octroyer des concessions pétrolières à des Etats tiers. Les ressources pétrolières sous-jacentes situées dans cette zone sont l'enjeu principal de ce litige. La tension est d'autant plus vive que Pékin manifeste aussi ouvertement son intérêt pour ces champs pétrolifères qu'elle considère inclus dans la limite méridionale de ses "eaux historiques".

L'île de Natuna abrite des installations militaires conjointes indonésiennes et malaises. Cette île est en effet une base idéale pour effectuer des patrouilles en mer de Chine méridionale.

b) Les îles Spratly

L'Indonésie n'a pas de griefs à formuler concernant les îles Spratly, mais l'île Natuna ainsi que les champs pétrolifères adjacents figurent, comme on l'a vu précédemment, dans les "eaux historiques" revendiquées par la Chine. Afin de garantir la sécurité de cette zone, le gouvernement indonésien n'a pas hésité à demander officiellement à Pékin d'explicitier ses revendications sur les îles Spratly. Devant le mutisme chinois, l'armée indonésienne assure désormais des patrouilles régulières dans le secteur litigieux. Jusqu'à présent, l'Indonésie était considérée comme le principal promoteur d'une solution multilatérale mais sa crédibilité est remise en cause par Pékin.

c) Les détroits

La question du passage des détroits est un problème récurrent du droit de la mer. Les détroits indonésiens sont, comme les autres, sujets à l'application du droit international. La liberté de passage dans les détroits apparaît comme une préoccupation constante des puissances navales.

Au début des années 70, l'Indonésie, comme d'ailleurs la Malaisie, a cherché à appliquer le régime de passage inoffensif dans le détroit de Malacca, en remplacement du régime de passage en transit qui lui est garanti par la convention sur le droit de la mer de 1982. Cette décision remettait en question la notion de détroit servant à la navigation internationale, telle qu'elle est défini par la convention.

Une autre question importante est celle de la suspension du droit de passage en transit dans les détroits. L'Indonésie, profitant des avantages que lui confère le régime des eaux archipélagiques, a ratifié la convention de 1986. Or, cette dernière stipule bien l'interdiction de suspension du droit de passage en transit. Durant les mois de septembre et d'octobre 1998, la marine indonésienne effectuait des exercices « Mina Jaya » dans les détroits de Malacca, de Lombok et de la Sonde. En prétextant des exercices avec tirs réels, les autorités indonésiennes annoncèrent certaines dates de fermeture des détroits, ce qui contrevenait directement avec la convention. L'Indonésie a peut-être voulu tester la réaction internationale sur la question du passage en transit. Cette action indonésienne n'est cependant pas passée inaperçue aux yeux des pays régionaux et des puissances navales.

d) Sipadan et Ligitan

Les revendications territoriales de la Malaisie en mer des Célèbes entrent en conflit avec la délimitation indonésienne. L'enjeu est constitué par les îles de Sipadan et de Ligitan. Ces îles servent de point de base à la Malaisie pour y élargir considérablement ses revendications du plateau continental dans cette région. Néanmoins, il s'agit d'une dispute mineure qui a peu d'influence sur les relations entre Kuala Lumpur et Jakarta.

III Les relations avec le monde musulman

En plus d'appartenir à l'Asie du Sud-Est, l'Indonésie fait aussi partie du monde musulman dont il est l'Etat le plus peuplé. Les relations avec cette sphère islamique sont assez complexes du fait de cette situation très originale de l'archipel. L'Indonésie désire compenser son éloignement des centres de gravité spirituels de l'Islam par sa fierté de représenter un modèle d'Etat musulman qui contrairement à ses homologues échappe au sous-développement pour devenir un pays industriel exemplaire de réussite. Cette réussite devait lui permettre d'obtenir le rôle envié de leader du monde musulman. Ce beau rêve, même s'il n'est pas tombé aux oubliettes, a du être revu à la baisse dans ses prétentions hégémoniques à la suite de la crise de 1998.

Parmi les Etats musulmans l'Indonésie offre l'originalité supplémentaire d'être un état non islamique qui a rejeté l'autoritarisme et reste fidèle aux valeurs de consensus et de modération caractéristiques de l'Extrême-Orient.

En général, l'opinion indonésienne adhère aux grandes causes islamiques contre les grands Satan. C'est ainsi que l'Indonésie a soutenu la révolution iranienne, l'Irak pendant la

guerre du Golfe, l'OLP dans son combat contre Israël et la cause des musulmans bosniaques contre les Serbes.

Paradoxalement, les liens sont peu nombreux avec les États musulmans du sous-continent indien qui sont pourtant à l'origine de l'islamisation de l'archipel. L'Indonésie participe activement à l'Organisation de la conférence islamique au sein de laquelle, elle cherche à promouvoir et à illustrer le modèle d'État musulman du Pacifique.

Ce mélange des valeurs extrême-orientales et musulmanes permet à l'Indonésie d'exprimer un nationalisme local et régional reposant sur des différences originales qui la renforcent dans sa volonté obsessionnelle de l'indépendance et de l'unité.

IV La stratégie d'unification

Les complexités de l'archipel indonésien n'encouragent pas l'existence et la survie d'un État unitaire dans cette région. Les diversités ethniques et religieuses, l'abondance de langues, de cultures, sont des obstacles majeurs en défaveur d'une structure politique unique. Les dirigeants indonésiens ont donc eu à faire preuve d'originalité et inventer des concepts parfois inusités et révolutionnaires pour faire émerger un État indonésien, en étendre le territoire et en préserver l'unité vis à vis de l'intérieur comme de l'extérieur. La construction indonésienne est réellement un édifice construit autour d'un projet, d'une architecture.

Même si l'Indonésie correspond à un ensemble socioculturel inscrit dans l'histoire, il a d'abord fallu un volontarisme puissant pour élaborer un État dont la forme et les limites étaient loin d'être évidentes. Cette construction revêt différents aspects comme les éléments structurant sa société, la manière dont s'élabore la culture nationale, la vision de l'économie qui conditionne son développement. Mais le facteur primordial est sans doute la formation de l'État-nation sans lequel n'existerait pas la république d'Indonésie.

1 La formation de l'État-nation

Ne datant que de 1945, l'État-nation indonésien n'en est pas pour autant un fait politique réellement nouveau. Si cette voie d'organisation politique s'inspire largement du modèle européen, elle apparaît néanmoins dans la continuité d'une succession de types de pouvoir, maintenant révolus, mais dont elle revendique une partie de l'héritage.

a) Les expériences pré-coloniales : une source d'inspiration

Avant la colonisation, l'archipel a été partiellement unifié plusieurs fois par des structures politiques essentiellement originaires de l'île de Java. L'empire hindouisé de Majapahit au quatorzième siècle et l'empire musulman de Mataram établi au dix-septième sont les deux dernières versions précoloniales de pouvoir javanais à vocation archipélagique. Le pouvoir était exercé par des dieux-rois ou des représentants des dieux sur terre, et reposait sur un système de type féodal. Les autocrates avaient pour coutume de prélever un tribut auprès de leurs sujets. Ils supervisaient les activités religieuses et commerciales et contrôlaient les ports et les rizières qui devaient financer leur train de vie.

b) Un héritage colonial : des institutions modernes

Les colonisateurs néerlandais ont bâti leur gestion locale en s'inspirant des pratiques passées et en se déchargeant en partie sur les rajas et les sultans. Ils ont bien entendu introduit des institutions politiques occidentales, comme le gouvernement et l'administration, qui ont encore cours actuellement. Mais malgré un emballage européen, la pratique est souvent adaptée et repose sur des solidarités et des hiérarchies typiquement indonésiennes. Après une période assez dure et fermée, les Néerlandais entreprennent un effort d'éducation auprès de la population locale, ce qui contribue à l'apparition d'une classe dirigeante indigène. Une partie de cette dernière, unie dans le cercle Boedi Oetomo (« noble effort »), lance à Java le mouvement national d'où émergera la contestation dont l'aboutissement sera la proclamation de l'indépendance en 1945. Soekarno a été l'un des artisans puis des guides de cette lutte nationaliste.

Le processus a par ailleurs été accéléré par l'occupation japonaise de 1942 à 1945 qui a définitivement discrédité le prestige des Néerlandais qui, lorsqu'ils tentent de reprendre leurs droits dans l'archipel, se heurtent aux indépendantistes républicains. Au terme d'un conflit de quatre années, appelé révolution physique, ils doivent se résoudre à céder et reconnaître la République d'Indonésie en 1949.

c) Le nationalisme comme ciment unitaire

Le plus puissant ciment unitaire face à la diversité indonésienne et au monde extérieur est le nationalisme. Constitué en réaction au colonialisme néerlandais, il trouve son inspiration principalement dans les souvenirs de l'histoire précoloniale de l'archipel. La lutte contre la puissance coloniale et pour l'indépendance, a engendré une solidarité nationale entre les différents peuples de l'archipel. Les épreuves partagées entre 1945 et 1949, la lutte pour la défense de l'unité nationale dans les années 50 et la participation active au mouvement des non alignés ont forgé un sentiment national qui reste très solide encore à notre époque.

Mais ce nationalisme n'est pas monolithique. On peut en distinguer deux versions différentes mais non exclusives qui sont illustrées par les politiques des deux premiers présidents de la république indonésienne, Soekarno et Suharto.

La vision de Soekarno continue de marquer les esprits par sa largesse et son apparente générosité. Se voulant un nationalisme accueillant, fondé sur le « désir d'être ensemble » de Renan souvent cité par Soekarno, il relève d'une volonté d'appartenir à l'Indonésie, dont tous les peuples, aussi bien les Chinois que les métis européens, sont invités à se fondre dans la patrie commune multiculturelle et pluriethnique.

Cette version s'oppose à celle plus restrictive ,mais aussi plus réaliste, du général Suharto. Reposant sur « l'Ordre nouveau » elle se recentre sur des valeurs nationales plus exclusives fondées sur le centralisme javanais. La notion d'un nationalisme axé sur l'esprit communautaire (la nation est une grande famille) entraîne une nécessité d'intégration : la nation devient un ensemble indissociable, certes composé de diverses cultures ou groupes ethniques, mais conçu comme un tout. Cette manière de raisonner permet d'éliminer les idéologies trop allogènes comme le communisme et de contrer la volonté d'hégémonie des milieux musulmans.

Le néo-nationalisme indonésien s'ajuste difficilement à la fin de la guerre froide. Alors que la lutte pour l'indépendance et la période du leadership sur les pays non alignés sont révolues, l'Indonésie doit dorénavant gérer son ouverture contrainte et nécessaire à la région asiatique et surtout au monde. Il lui faut susciter de nouvelles mobilisations pour défendre l'intégrité de la république, menacée par une globalisation économique et culturelle qui l'agresse et la déstabilise.

d) L'Etat Pancasila : les cinq principes fondamentaux d'une nouvelle religion civile et unificatrice

L'Etat indonésien est indissociable de l'idéologie nationale qui l'inspire et qu'il a engendré. Le nationalisme est d'ailleurs sous-entendu dans les cinq principes ou Pancasila qui définissent la république indonésienne. Ils figurent dans la constitution et, se déclinant de façon très simples, sont un résumé de ce que veut être l'Etat-nation indonésien :

- croyance en un dieu unique ;
- humanité juste et civilisée ;
- unité de l'Indonésie ;
- souveraineté populaire guidée par la sagesse des délibérations et de la représentation ;
- justice sociale pour le peuple indonésien.

Les pancasila définissent ainsi un Etat par cinq qualificatifs : séculier, humaniste, unitaire, démocratique (mais non libéral), et soucieux de justice sociale.

En tant que vœux pieux plutôt que reflets de la situation réelle, ces cinq principes sont les fondements d'une forme de religion civile. Ils font l'objet de rites, de célébrations, de discours, d'études et sont inculqués dans les écoles et dans des stages obligatoires pour les fonctionnaires. Le président de la république est le gardien et le garant de cette idéologie d'Etat.

En plus de leur dimension rituelle, ces principes ont des conséquences sur le fond et la pratique politiques. En facilitant la vie religieuse, ils contribuent à gérer la coexistence interethnique par le système du consensus. Cette vision diffère de celle des démocraties libérales par le fait qu'un archipel d'une telle complexité ne peut fonctionner sur un mode de gouvernement à majorité simple. Les minorités sont si nombreuses et parfois centrifuges que pour les retenir dans la république, il faut leur réserver une place garantie par un mode de décision à l'unanimité. Ce système, appliqué par les deux premiers chefs de l'Etat indonésien, a il est vrai laissé peu de place à l'expression publique de la dissidence, puisqu'il, fallait rallier, bon gré mal gré, toutes les opinions au point de vue dominant, celui du président.

2 L'invention d'une culture nationale

L'invention d'une culture indonésienne est une stratégie qui, comme la création d'un Etat nation, a fortement contribué à l'unification de l'archipel. Cette culture en remaniement permanent comporte des constantes et des lieux privilégiés. Elle résulte d'un amalgame entre modernité, tradition et cultures régionales qui, en tant que capital de base,

se fondent dans la culture nationale. De cet assemblage volontariste doit émerger le génie national, adapté au monde contemporain.

a) Une référence essentiellement javanaise

Malgré un habillage pluriel, la culture indonésienne s'inspire principalement de celle de Java. Des éléments culturels périphériques lui sont ensuite agrégés. Le discours officiel sur l'intégration des cultures régionales vise essentiellement à renforcer l'unité nationale par la mise en valeur d'un fond commun censé mobiliser tous les Indonésiens. La culture nationale devient alors une affaire d'Etat.

b) Des outils grossiers mais ayant fait leurs preuves

Les dirigeants indonésiens ont lancé régulièrement des séries de campagnes socioculturelles proactives afin de réformer la société et la culture, lorsque ces dernières ne correspondaient pas à l'épure. Confiants dans la perfectibilité humaine indonésienne, ils emploient des moyens divers tout en étant assez primaires. Le public est mobilisé par des campagnes de propagande qui rappellent l'époque de Soekarno et dans une moindre mesure celle de la révolution culturelle en Chine. Slogans, mots d'ordre, panneaux dialectiques, bannières d'exhortation à bien faire, chansons bien pensantes, stages d'orientation, tous les moyens sont bons pour inciter les Indonésiens à se mobiliser.

c) La famille un défouloir de la diversité

La culture officielle met systématiquement en exergue l'unité nationale sans pour autant nier la diversité du pays. Cette diversité est toujours orientée dans un sens qui promeut les liens de parenté interculturels ou bien qui la refoule dans la sphère familiale privée. C'est ainsi que cette dernière, tout en étant le creuset de la nation, sert aussi de lieu où peut s'exprimer sans danger la diversité ethnique, culturelle religieuse et linguistique. La famille sert ainsi de défouloir de la diversité.

d) Un outil efficace de diffusion : la politique de transmigration

Une autre façon de construire une culture nationale s'illustre par la politique de transmigration. Cette politique qui implique une redistribution de la population qui vise à soulager Java de sa surpopulation au profit d'îles extérieures sous-peuplées favorise un certain brassage ethnique et par-là entraîne une intégration culturelle. Même si la rencontre entre émigrés javanais et autochtones ne se déroule pas toujours très harmonieusement, les mélanges interethniques et interculturels finissent par se produire dès la deuxième génération.

e) Eduquer la nation : une nécessité pour créer le nouvel Indonésien

L'éducation du peuple est la grande ambition des élites indonésiennes qui se sentent investies d'une mission vis-à-vis du « peuple enfant ». Selon la terminologie officielle, il faut rendre la nation intelligente, ce qui représente un défi singulier. Une des premières raisons de cette politique, est le fait que des populations éduquées et instruites

engendreront un nouveau type d'Indonésien, libéré des carcans tribaux, ethniques et linguistiques et se sentant exclusivement Indonésien et non pas Javanais ou Balinais. La seconde raison de cette ambition a sa part dans l'aspiration au rattrapage de l'occident sur le plan de la technologie. L'université a pour tâche officielle de former les cadres de la nation. La notion de ressources humaines au service de l'économie s'est imposée dans les esprits, et la stratégie de développement fondée sur l'homme et la valeur ajoutée est devenue un postulat.

f) Les médias véhicules de la culture nationale

Si la culture nationale est indissociable de l'éducation, elle est aussi largement tributaire des médias ; ces derniers jouent un rôle considérable dans l'établissement et l'entretien d'une conscience nationale. Par l'utilisation systématique de la langue indonésienne, elles créent un espace culturel et intellectuel commun qui met en exergue une vision indonésienne du monde, fondée sur la notion de *kita* (nous) par opposition aux autres, le monde extérieur.

3 Le choix d'une langue nationale unique

La langue a souvent été un outil d'unification, certains peuples ne se reconnaissent que la langue comme facteur commun. Cela a été le cas des Albanais qui ont bâti leur nationalisme à partir de la langue albanaise. En Indonésie, une telle démarche était impossible devant la multiplicité et la variété des langages de l'archipel. C'est pour pallier cette faiblesse que les dirigeants indonésiens ont eu l'idée de créer, ou plutôt d'adopter une langue nationale, unique et unificatrice.

Le chiffre officiel des langues et dialectes parlés dans l'archipel s'élève à 583. Face à ce foisonnement, la langue indonésienne (*bahasa Indonesia*) a permis de supprimer les barrières de l'incompréhension. Elle est la seule langue praticable d'un bout à l'autre du pays et a été choisie par les dirigeants indonésiens pour renforcer l'unité nationale. Cette mission a été jusqu'à présent remplie mais elle se heurte actuellement comme dans nombre de pays, à l'influence de la langue anglaise et à la globalisation.

Contrairement à une opinion courante, l'indonésien n'est pas une langue inventée, mais une langue naturelle issue d'une longue histoire. L'indonésien contemporain est une version modernisée du malais de Riau, une province orientale de Sumatra faisant face à Singapour. Il en existe deux versions qui malgré un fond assez large d'intercompréhension possèdent chacune des nuances substantielles.

La vertu unificatrice de l'indonésien est issue non seulement de l'histoire prestigieuse du malais, mais surtout d'une volonté politique. En 1928, en pleine période de montée du nationalisme, les représentants des diverses peuplades de l'archipel prêtent le « serment de la jeunesse ». Par cet acte solennel, les jeunes indépendantistes proclament leur volonté d'être unis par « une langue, une nation, une patrie ». Cette langue sera le malais rebaptisé langue indonésienne. En reléguant au second plan leurs idiomes locaux respectifs, ils évitent d'éventuelles luttes linguistiques comme en connaissent l'union indienne, la Malaisie ou les Philippines. Ces derniers pays sont en effet contraints d'utiliser l'anglais pour effacer les barrières linguistiques.

Le choix indonésien est d'autant plus remarquable que la langue commune adoptée est celle d'une minorité non dominante. L'adoption du javanais, langue de l'ethnie dominante (40% de la population), comme langue nationale aurait en effet pu susciter la méfiance des autres cultures et par-là, faire exploser le mouvement national. Le maintien dans une même structure politique des peuples indonésiens passait donc par le choix d'une langue tierce, non menaçante et moins hiérarchisée que le javanais. Un autre atout du malais était qu'il était parlé dans les ports importants et sur la majeure partie des côtes.

Lors de l'indépendance, l'indonésien est donc logiquement adopté comme langue officielle de la république. En tant que langue d'Etat, il est diffusé dans les milieux de la politique, de l'administration et de l'enseignement. Tous les textes et discours publics sont obligatoirement rédigés en indonésien. L'indonésien est devenu la deuxième langue pour une forte majorité de la population et dans le domaine écrit, il a totalement supplanté les langues régionales. Les dialectes régionaux ne demeurent utilisés que dans la conversation privée et quotidienne dans les villages ou la famille, comme l'alsacien ou le breton en France. Les jeunes générations, issues du moule de l'éducation nationale indonésienne, adoptent de plus en plus la langue nationale comme première langue. Actuellement, seul un résidu de 15% de la population est toujours incapable de la pratiquer.

4 Une république religieuse mais pas un état islamique

Une autre stratégie pour renforcer l'unité et ne pas faire éclater l'archipel, a été la prudence dans le domaine des religions et le refus de créer une république islamique capable de révolter toutes les minorités religieuses. En effet, la situation religieuse de l'Indonésie est paradoxale, le premier pays musulman du monde n'est pas un Etat islamique. Il ne se considère même pas comme le pays d'une religion unique. Les références à l'Islam restent certes dominantes mais les autres religions n'ont pas été combattues. Un point commun des Indonésiens est d'ailleurs leur goût pour la religion et la spiritualité.

Dans l'histoire, le passage d'une religion à une autre s'est passé sans heurts majeurs et les composantes se sont parfois mélangées et adaptées. Ainsi, l'Indonésie actuelle est encore profondément marquée par l'hindouisme et le bouddhisme.

Un autre paradoxe du fait religieux en Indonésie est que si l'islam est majoritaire et englobe officiellement 87% de la population, il s'estime minoré politiquement. Les partis musulmans n'ont jamais obtenu la majorité aux élections législatives.

La paix religieuse est garantie par l'Etat qui prétend ne privilégier aucune religion et protège les cinq religions reconnues officiellement. Ces cinq religions placées sous la tutelle du ministère des cultes sont : l'islam, le protestantisme, le catholicisme, l'indouisme et le bouddhisme. La religion de Java et l'animisme, n'étant pas considérées comme des religions, sont sous la responsabilité du ministère de la culture.

L'Etat indonésien se définit donc comme religieux, l'athéisme n'étant pas autorisé. Chaque religion est traitée proportionnellement à son importance numérique. Ce caractère séculier est fortement surveillé par les militaires qui sont attachés à la stabilité religieuse et gardent un oeil permanent sur les activistes islamistes.

Malgré le discours officiel qui prône la tolérance, la situation religieuse de l'archipel reste cependant très tendue et même parfois explosive. Dans les années 90, les heurts inter-confessionnels se sont multipliés et la paix religieuse est de plus en plus fragile. Il faut en revanche reconnaître que les différents mouvements de libération sont avant tout nationalistes, même si on leur donne parfois un caractère ou un prétexte confessionnel.

5 La lutte contre les grands mouvements politiques inspirés de l'étranger

a) La lutte contre le communisme : l'ordre nouveau

En 1965, à la suite de l'admission de la Malaisie à l'Organisation des Nations unies, Soekarno se rapprocha ostensiblement des communistes et en particulier de la Chine. Les communistes occupèrent une place croissante au gouvernement et entamèrent une réforme agraire sur l'île de Java. L'économie s'écroulait comme le cours de la roupie, tandis que les prix et en particulier celui du riz augmentaient considérablement. Le pays vivait pratiquement dans l'anarchie.

Un groupe d'officiers proches des communistes prépara un coup de force le 30 septembre 1965 afin d'éviter la prise du pouvoir par des généraux, qualifiés de pro-américains, mais surtout exaspérés par la décomposition de leur pays. Ces derniers furent en partie assassinés par les putschistes. Le 1^{er} octobre, le général Suharto, chef de la réserve stratégique, reprit le contrôle de Jakarta et neutralisa les rebelles.

Cette prise de contrôle par le nouvel homme fort du pays, fut suivi par une chasse aux communistes et une forte répression afin d'éliminer les représentants de ce parti allogène qui risquait de faire éclater l'archipel et de l'entraîner dans une guerre civile suicidaire. Cette action a permis d'écraser définitivement le parti communiste indonésien qui ne s'en est jamais relevé.

Une fois le danger communiste écarté, l'armée s'installe au gouvernement et le général Suharto, après avoir écarté le président Soekarno, lança son modèle de gouvernement, dit l'Ordre Nouveau, qui s'est maintenu jusqu'à son départ. Ce gouvernement, a eu le mérite de préserver l'unité du pays en canalisant les nombreux partis politiques en trois grands groupes, un musulman, un chrétien et nationaliste et un représentant les militaires. C'est ce dernier qui a dominé la scène politique durant toute la durée de l'Ordre Nouveau.

b) Une stratégie du non-alignement réactualisée contre l'occident

Au terme de la guerre froide, les dirigeants indonésiens se sont demandé s'il ne serait pas opportun de réactualiser les thèses du non-alignement qui avaient fait les beaux jours de la présidence de Suharto. Au début des années 90, il ne reste plus grand chose de ce mouvement dont la raison d'être tenait dans le refus de parti pris entre le bloc occidental et le bloc communiste.

A la chute de l'Union soviétique, les principes du non-alignement sont donc récupérés et réinterprétés comme une alliance des pays du Sud, en cours de

développement, face au Nord développé, riche et ayant des prétentions hégémoniques dans tous les domaines.

Ainsi, lorsque le général Suharto est élu dirigeant du mouvement des non-alignés, il se considère comme le « président du Sud ». Lors du sommet de l'association à Jakarta en 1992, une réforme du système des Nations unies est réclamée de façon à représenter les pays du Sud au conseil de sécurité. Dans le même ordre d'idée, Jakarta fait adopter une résolution qui demande aux pays riches de résorber la dette des pays pauvres et d'éliminer le protectionnisme dans le monde développé de façon à ouvrir les marchés aux pays en voie de développement.

Suharto décide par ailleurs d'exporter dans le cadre d'une coopération Sud-Sud, le modèle indonésien dans les pays en voie de développement.

Dans tous les cas, cette reprise des théories du non-alignement vise à renforcer l'indépendance de l'Indonésie dans les affaires internationales et à contrecarrer les attaques dont elle est victime de la part des pays occidentaux sur le problème des droits de l'homme et des revendications sécessionnistes.

6 La stratégie de colonisation interne : la transmigration

La politique de colonisation agricole indonésienne, unique en son genre, est célèbre dans le monde entier. Du gouvernement colonial jusqu'à celui du général Suharto, des transferts importants de population ont été organisés afin de désengorger les îles trop peuplées de Java, Madura ou Bali et de coloniser les îles extérieures sous-peuplées. Ces programmes se sont appelés « Kolonisatie » puis transmigration.

Les objectifs de cette stratégie de colonisation intérieure ne sont pas seulement d'ordre démographiques, mais revêtent plusieurs aspects qui se sont diversifiés avec le temps.

a) Une réponse aux équilibres démographiques

La population est très inégalement répartie dans les 13 000 îles de l'archipel. En 1990, Java et Bali abritaient 62% des Indonésiens sur à peine 7% du territoire. A l'inverse, Kalimantan ou l'Irian Jaya qui représentent respectivement 28 et 22% du territoire, ne sont peuplées que de 7 et 1% de la population. C'est ce qui a poussé les Néerlandais, dès 1905 par la Kolonisatie, puis le gouvernement de l'Indonésie indépendante, par la politique de transmigration, à organiser au plus haut sommet les migrations inter-îles. C'est l'Etat qui prend en charge le « colon » depuis le départ de son village natal jusqu'à son village d'arrivée où il lui fournit la terre, l'habitation, l'outillage et tout ce dont il aura besoin pour mettre en valeur son nouveau bien.

b) Un garant de la paix sociale

Une période d'incertitude s'ouvre pour l'Indonésie après son accession à l'indépendance et le départ des derniers colons néerlandais. Le nouveau gouvernement, encore fragile et peu expérimenté, est de plus confronté à une crise économique et sociale très grave. Afin de provoquer la paix sociale, il va donc favoriser la création de villages pionniers réservés aux anciens combattants de la lutte pour l'indépendance. En même

temps, il cherche à extirper le sous-prolétariat urbain des villes en l'incitant au retour à la terre. Mais devant le manque de moyen financiers ou d'encadrement, les échec seront nombreux.

c) Le renouveau de la transmigration durant l'ordre nouveau

Le grand retour de la transmigration date du régime de l'Ordre. Le pays est alors confronté à une situation économique catastrophique puisqu'il doit en particulier importer 1 million de tonnes de riz par an. Un premier plan quinquennal de 1969 élaboré avec la Banque Mondiale prévoit de faire revenir le pays à une situation d'autosuffisance rizicole en 1974. Un des éléments décisif de cet stratégie va naturellement être la transmigration.

Ainsi, les grands travaux se multiplient sous forme d'aménagement des plaines amphibies de Sumatra et de Kalimantan. Le régime souhaite transformer ces régions sous-peuplées en greniers à riz de l'Indonésie. De nombreux villages de colons sont alors fondés. La sélection des candidats est améliorée et quelques jeunes paysans sont formés aux techniques de l'agriculture moderne. Répartis au sein de chaque implantations, ils sont plus particulièrement chargés d'instruire les autres migrants et d'appuyer l'effort de modernisation de l'agriculture.

d) La transmigration un outil pour l'unité nationale

Un des objectifs majeurs dans un pays aussi diversifié sur tous les plans que l'Indonésie a été de renforcer l'unité nationale. Ce concept apparaît sans ambiguïté dans le décret de 1972 qui définit la transmigration dans le cadre « de la cohésion et de l'unité nationale ». Ainsi, les destinations des colons sont non seulement les provinces sous-peuplées mais aussi toutes les provinces ayant des vellétés de sécession. Dans ce contexte, les transferts de populations vers l'Irian Jaya, Aceh ou le Timor oriental représentent un intérêt stratégique certain sur le plan de maintien de l'intégrité territoriale.

7 Un statut unificateur : l'Etat archipel

Parmi les différentes définitions d'un archipel, celle qui se rapporte à l'Indonésie est celle d'archipel océanique. Un archipel océanique est un groupe d'îles situés en plein océan, à une distance telle des côtes de la terre ferme qu'on peut les considérer comme des ensembles indépendants, et non comme formant une partie terrestre ou une ligne côtière extérieure d'un territoire continental. Les Etats archipels correspondent à cette description.

D'après la définition officielle, sur laquelle l'Indonésie fonde son droit, il doit exister un nombre suffisant d'îles, relativement étendues, disséminées en mer sans être réparties en ligne, et situées de manière à avoir chacune un lien géographique réciproque à l'égard des autres du groupe.

Ce statut d'Etat archipel est intéressant dans les domaines politiques, économiques et stratégiques

a) L'intérêt politique

La mer, loin de les séparer, unit les îles de l'archipel et permet l'intégration sociale et culturelle de la nation face aux nombreuses forces centrifuges qui risqueraient de la désintégrer. Stabilité politique et efficacité administrative postulent une entité inséparable.

b) L'intérêt économique

La mer est appelée à jouer un double rôle. Elle constitue d'une part un réservoir de richesse à exploiter, traditionnel pour la pêche, et, plus prometteur dans le cas des matières premières. Elle rend possible d'autre part un aménagement du territoire qui reste l'un des objectifs importants de l'Etat centralisateur.

c) L'intérêt stratégique

La sécurité et la défense de l'archipel ne peuvent apparaître que comme une tâche insoutenable si les différentes îles demeurent séparées par des étendues ou des zones de haute mer. Devant les facilités offertes alors à la subversion, à la piraterie, à la contrebande ou à la pêche illicite, l'intégration territoriale devient dénuée de sens.

Les différentes conventions ont ménagé la possibilité de faire reconnaître une souveraineté sur les eaux situées à l'intérieur d'un ensemble d'îles, le tracé des lignes de base devant répondre à des conditions et des modalités précises. L'Indonésie fait donc partie des rares pays répondant aux critères très précis fixés par les conventions. Ceci lui permet de mesurer à partir des lignes de base archipélagiques, les largeurs de sa mer territoriale et de sa zone économique exclusive. Cette possibilité accroît considérablement son espace maritime.

Un droit de passage par les voies de circulation des eaux archipélagiques est prévu. Il consiste dans « l'exercice sans entrave, par les navires et aéronefs, selon le mode normal de navigation, et conformément à la convention, des droits de navigation ou de survol, à seule fin d'un transit continu et rapide entre un point de la haute mer, ou d'une zone économique exclusive, et un autre point de la haute mer, ou d'une autre zone économique exclusive ». Ce passage archipélagique peut être suspendu temporairement par l'Etat archipel, sans établir aucune discrimination de droit ou de fait entre les navires ou aéronefs étrangers, dans des zones déterminées de ses eaux archipélagiques, si cette mesure est indispensable pour assurer sa sécurité.

Ce statut privilégié permet donc à l'Indonésie de disposer d'un statut unificateur de ses îles, de disposer d'un potentiel de ressources considérable et de contrôler plus aisément ses détroits et ses côtes.

8 Expansionnisme et lutte contre les indépendantismes

Afin de préserver l'unité, une des priorités des dirigeants indonésiens a toujours été la lutte contre l'indépendantisme, quelles que soient les stratégies pour éliminer les guérillas ou les mouvements politiques d'opposition. Tout en réprimant les velléités sécessionnistes, l'Indonésie a par ailleurs continué d'accroître son territoire en implantant dans des régions qu'elle considère comme faisant naturellement partie de l'archipel.

a) Irian Jaya

Une expansion favorisée par le rejet américain du colonialisme

Lors de la proclamation de son indépendance en 1945, l'Indonésie inclue dans son territoire l'Ouest de la Nouvelle Guinée. Mais lorsque l'Indépendance est effective en 1949 avec le transfert de la souveraineté néerlandaise aux nouvelles autorités de Jakarta, les Pays-Bas nomment un gouverneur de la Nouvelle-Guinée, montrant par là que cette dernière est exclue de l'autorité indonésienne. Mais à une époque au cours de laquelle les Etats-Unis se font les champions de la lutte contre le colonialisme, les nouveaux dirigeants vont trouver dans les américains des alliés de poids. Ils réfutent les arguments néerlandais qui considèrent les Papous comme une ethnie à part qui doit bénéficier de son propre Etat. Les Etats-Unis menacent les « sales colonialistes » de leur supprimer les aides pour la reconstruction des Pays-Bas.

L'autorité sur la Nouvelle Guinée est ainsi transférée au gouvernement de Jakarta le 15 août 1962. Pour contrer ce diktat, qu'ils considèrent comme injuste, les Hollandais n'ont pas d'autre moyens que d'organiser la résistance en soutenant et en organisant les bases de l'Organisation pour l'Indépendance de la Papouasie (OPM) et de l'Armée nationale de Papouasie (TNP).

Un simulacre de référendum et un mouvement nationaliste faible

Mais ces tentatives se soldent par un échec puisque en 1969 les dirigeants indonésiens organisent l'Acte de libre choix qui leur permet de donner le statut à l'Irian Jaya de 26^{ème} province de l'archipel. Cet Acte de libre choix est un simulacre de référendum puisque Jakarta a exploité le fait que les Papous sont analphabètes dans leur immense majorité. Grâce à ce coup politique, le territoire de la République d'Indonésie s'accroît officiellement de plus de 20%.

Jusqu'en 1974, la situation est calme en Irian Jaya et l'OPM reste peu active. Mais en 1974 l'indépendance approche pour la Papouasie Nouvelle Guinée qui regroupe les Papous orientaux. Le mouvement nationaliste ressurgit alors chez les Papous de l'Ouest assujettis à Jakarta. Au départ, le mouvement est très divisé et une poignée seulement de guérilleros harcèlent les troupes de l'archipel. On ne peut réellement parler de révolte populaire en raison de la faiblesse des effectifs et de la vétusté de l'armement surtout constitué des armes papous traditionnelles.

Colonisation, répression et mouvements de réfugiés

La révolte gagne du terrain lorsqu'en 1983 le gouvernement indonésien lance une vaste campagne de transmigration de Javanais vers l'Irian Jaya. Au début, Jakarta pense mater le soulèvement en se contentant d'arrêter et d'exécuter les principaux leaders dissidents et quelques intellectuels papous. Mais ces mesures de première urgence ne suffisent pas puisque, le 13 février 1984, l'insurrection s'étend dans la capitale de l'Irian Jaya, Jayapura. Les soldats papous désertant l'armée indonésienne, vont grossir les rangs de la TNP. En même temps, des centaines de Papous se réfugient en Papouasie Nouvelle Guinée en s'entassant jusqu'à 10 000 dans un camp de réfugiés à Vanimo. La cause des indépendantistes bénéficie alors d'un élan de sympathie de la part de la population de

Papouasie Nouvelle Guinée. Mais les autorités de cette dernière, devant les menaces indonésiennes, n'apportent aucun soutien au mouvement de libération qui est alors repris en main par une nouvelle vague de jeunes papous plus instruite que la vieille garde.

Une isolation et un contrôle militaire permanent de la province

Dès lors les escarmouches se multiplient alors que les autorités indonésiennes font tout pour que le problème ne soit pas exposé devant la scène internationale. En 1989, à la suite d'un accrochage dans la région de Jayapura qui fait 40 victimes indonésiennes, l'armée de l'archipel attaque en représailles le camp de réfugiés de Vanimo pourtant en territoire étranger. Le programme accéléré de transmigration ne fait qu'envenimer la situation puisque 250 000 javanais s'installent en Irian Jaya en traitant avec le plus grand mépris les autochtones. Devant la montée en puissance de la révolte, le programme fini par être freiné mais le problème demeure encore en suspens. Une grande partie du territoire de l'Irian Jaya demeure interdite aux étrangers et plusieurs milliers de militaires indonésiens sont en permanence mobilisés pour contrer les visées sécessionnistes de l'Organisation pour l'indépendance de la Papouasie.

b) Le Timor oriental

Une conquête utilisant la psychose américaine du communisme

Après la révolution des œillets au Portugal en 1974, apparaissent l'Union démocratique du Timor (UDT) et le Front révolutionnaire pour l'indépendance de Timor-Est (Fretilin). En août 1975, avec l'aide de l'Indonésie, l'Union démocratique du Timor tente de s'emparer du pouvoir tout en cherchant à éliminer son concurrent du Fretilin en demandant l'arrestation de certains de ses membres. Mais le Portugal résiste et le Fretilin riposte par des attaques dans Dili capitale du Timor-Est. Au même moment, les soldats timorais désertent l'armée portugaise et rejoignent l'Armée nationale de libération (Falintil). Celle-ci s'empare de l'arsenal de Dili et se trouve en mesure au mois de novembre d'armer ses 4000 guérilleros. Ces troubles entraînent l'insécurité suivie de l'exil de la population de la capitale timoraise dans les montagnes. Le 28 novembre le fondateur du Fretilin, Francisco-Xavier Do Amaral, proclame l'indépendance de la République démocratique de Timor-Est et en est nommé président.

Jakarta profite de l'orientation politique du Fretilin pour invoquer un danger communiste. Les Etats-Unis qui viennent de subir le traumatisme que constituent les victoires communistes, au Vietnam, au Laos et au Cambodge, redoutent la création d'une nouvelle base rouge au sud de l'Indonésie et à proximité des routes maritimes vitales qui relient le Japon et l'Australie au Moyen-Orient et à l'Europe. L'Indonésie entame opportunément une vaste campagne de communication, avec l'appui de la Malaisie, afin de justifier son invasion du Timor oriental en décembre 1975. C'est donc avec l'assentiment tacite des Etats-Unis que la république indonésienne intègre ce territoire en tant que 27ème province en juillet 1976. Cette expansion, présentée par les autorités de l'archipel comme

une simple récupération, est néanmoins considérée par l'Organisation des Nations Unies comme une annexion par la force. Le Portugal demeure alors officiellement l'administrateur légal de la région.

La stratégie militaire de l'écrasement

Commençant par le contrôle des régions côtières et des zones urbaines, l'Indonésie maintient une pression constante sur l'Armée nationale de libération. Cette politique est récompensée par un premier succès puisque découragé, Francisco-Xavier Do Amaral accepte l'annexion indonésienne. Cette trahison entraîne son arrestation par la Falintil en septembre 1977 et son remplacement par Nicolau Dos Reis Labato. L'Indonésie lance alors une offensive d'envergure qui pousse la Falintil à mener une guerre de position. Mal préparée l'armée de libération est rapidement écrasée. Les quelques survivants sont obligés de se réfugier dans les montagnes.

Durant le deuxième semestre de 1978, les Indonésiens après avoir réussi à libérer Amaral, lancent avec son soutien une deuxième grande offensive, qui leur permet d'éliminer Labato et de neutraliser 85% des soldats de la Falintil. Seuls s'échappent deux membres du comité central dont Xanana Gusmao qui reprend le flambeau de la révolte. Durant cette offensive, l'armée indonésienne, utilisant le modèle des hameaux stratégiques, entraîne le déplacement de 80% de la population. Les travaux agricoles étant interrompus, la famine s'abat sur la province en entraînant la mort plusieurs dizaines de milliers de Timorais.

Un échec face à une guérilla de harcèlement efficace.

En 1980, Gusmao veut démontrer la vitalité de la résistance timoraise et essaie sans succès d'investir les locaux de la télévision à Dili. En réponse à cette tentative, l'armée indonésienne entreprend une nouvelle offensive qui n'obtient pas le succès des précédentes. La Falintil poursuit son harcèlement en 1982 et contraint l'Indonésie à la négociation en mars 1983. Mais en septembre l'offensive indonésienne renoue avec le succès et disperse une Falintil exsangue qui est contrainte au repli et à la réorganisation. Contre toute attente, la guérilla se renforce spectaculairement à partir de juillet 1985 en tendant des embuscades régulières aux troupes indonésiennes. Forte d'un millier d'hommes, la Falintil ne paraît plus aussi facile à éliminer. Sur un petit territoire et bénéficiant désormais du soutien de la population, elle possède tous les atouts pour mener une guérilla efficace. Elle maintient une insécurité permanente et abat chaque année une centaine de fonctionnaires ou de militaires indonésiens.

La stratégie du développement économique

Devant l'échec de sa stratégie militaire d'écrasement par l'offensive, l'Indonésie adopte une solution plus pacifique visant à rallier l'assentiment des timorais par le développement économique et la prospérité.

En septembre 1982, pour montrer la bonne volonté de Jakarta, un Eurasien catholique, Mario Carrascalao, est désigné comme gouverneur du Timor oriental. Ce geste d'apaisement est suivi en 1983 par le début de la mise en œuvre d'un véritable plan de développement. Ce plan se traduit par la construction de routes, de bâtiments et d'hôpitaux et par un redémarrage de la production agricole.

Les résultats ne se font pas attendre puisqu'en 1985, Timor-Est est métamorphosé. La production de riz a quadruplé, Dili est équipé d'un hôpital moderne et sa population a été multipliée par huit depuis 1975. Plus de 400 kilomètres de routes ont été construits et le taux d'alphabétisation a quintuplé en atteignant 40%. Sur le plan religieux, le gouvernement n'ayant pas favorisé l'islamisation, le taux de catholiques est passé de 30 à 80% de la population.

Malheureusement, ce bilan éloquent est à relativiser. Dans la réalité, les richesses sont détenus par des chinois venus de Java prendre la place de leurs compatriotes ayant suivi les Portugais en 1976. Le PNB par tête demeure à 200 dollars alors qu'il est de 500 au niveau national. Sur le plan militaire, le Fretilin demeure actif même si sa stratégie a pris une orientation différente.

La nouvelle garde du mouvement indépendantiste récuse ce développement économique qui selon elle n'a d'autre buts que de détruire la culture mélanésienne et de « javaniser » les indigènes. Malgré la faiblesse des effectifs de la Falintil, Jakarta est obligé de conserver en permanence 20 000 hommes sur l'île, dont la moitié est chargée du maintien de l'ordre et l'autre moitié du développement économique.

Le conflit s'envenime en novembre 1991 lorsque l'armée indonésienne ouvre le feu sur une foule non armée rassemblée pour rendre hommage à un martyr de la cause sécessionniste. La réprobation unanime de la communauté internationale remet à l'ordre du jour la question du Timor-Est, qui demeure légalement sous l'autorité du Portugal.

Le combat « de l'intérieur »

A la fin des années 1980, la Sécurité indonésienne trouve une nouvelle méthode pour contrer la Falintil. Elle met sur pied des « milices loyalistes » timoraises afin de combattre « de l'intérieur » le mouvement indépendantiste. Ces organisations para militaires se rattachent officiellement à un parti politique pro-indonésien, l'Aitarak, dirigé par un Est-Timorais, Enrico Guterres. Elles rassemblent principalement des hommes de main et des délinquants locaux et sont parfois encadrées par des cadres des forces spéciales indonésiennes (Kopassus).

Rapidement elles deviennent redoutablement efficaces puisque la plupart des 300 000 victimes du conflit timorais, sur une population maximale de un million d'habitants, ont trouvé la mort soit, durant les rixes entre guérilleros de la Falintil et miliciens, soit durant les opérations punitives organisées par les milices contre les civils accusés de soutenir la résistance.

Le referendum

En 1998, la semi révolution qui balaie le gouvernement du général Suharto relance l'idée d'une indépendance négociée. Ainsi, le nouvel homme fort de l'archipel, le président Habibie, se prononce en faveur d'un référendum sur le Timor-Oriental. Ce revirement semble destiné à se concilier les bonnes grâces des organisations financières internationales. Le nouveau dirigeant prouve d'ailleurs sa bonne volonté en laissant en semi-liberté plusieurs leaders indépendantistes dont Gusmao, le chef historique. Tous se prononcent en faveur d'une coopération étroite avec Jakarta. Le referendum se déroule sous l'égide de l'ONU et sous la surveillance d'observateurs issus de six pays, l'Australie, le Japon, les

Philippines, l'Allemagne, la Grande Bretagne et les Etats-Unis. Le gouvernement indonésien propose un statut d'autonomie. En cas de refus de cette dernière, Jakarta s'engage à accepter que le territoire accède à l'indépendance. Les indépendantistes l'emportent avec 78,5% des voix. La participation est de 98,6% malgré les intimidations des milices pro-indonésiennes.

L'organisation du chaos

Les massacres d'Est-Timorais commencent dès la fin du scrutin. Les principaux acteurs de ces massacres sont évidemment les « milices loyalistes » timoraises. Elles arrêtent et exécutent les cadres et les militants indépendantistes, le clergé catholique (masculin ou féminin), les hommes en âge de porter les armes. La loi martiale est alors proclamée. Les troupes indonésiennes stationnées sur place restent passives et assistent aux massacres perpétrés par les organisations paramilitaires engendrées par la volonté des dirigeants militaires indonésiens.

Une première explication de la bienveillance apparente des militaires tient sans doute au fait que l'abandon du Timor-Oriental peut multiplier ou relancer les mouvements nationalistes dans tout l'archipel, en Irian Jaya, à Aceh et de proche en proche dans chaque recoin de la république. Les militaires, garants de l'unité du pays, veulent donc enrayer cette balkanisation de l'Indonésie à n'importe quel prix. Il semble par ailleurs que malgré ses déclarations le gouvernement américain partage ce souci, ce qui explique la lenteur des protestations officielles et de la décision d'intervenir.

Une seconde explication de cette stratégie dangereuse est d'ordre politique. Les militaires estiment que le président Habibie a échoué dans sa tentatives de redresser le pays. Ils pressentent, à juste titre, son échec aux prochaines présidentielles et le risque de voir le pays basculer à gauche ou vers l'islamisme. Le désastre timorais apparaît être un prétexte favorable à un coup d'état militaire.

Les souhaits des militaires ne seront pas exaucés puisque devant l'ampleur des massacres, la communauté internationale se résout finalement en septembre 1999 à envoyer une force d'interposition de huit mille hommes.

c) L'Aceh

Révoltés par des persécutions et indignés par ce qu'ils considèrent comme le détournement de leurs richesses pétrolières, les habitants d'Aceh ont souvent revendiqué avec convictions leur indépendance. A Jakarta, le nouveau président, Abdurrahman Wahid, élu le 20 octobre 1999, et échaudé par l'exemple timorais semble hésiter sur la démarche à adopter.

Un mouvement séparatiste diabolisé

Le mouvement séparatiste d'Aceh, province indonésienne située à l'extrême nord de l'île de Sumatra, est l'un des moins populaires d'Indonésie, même auprès des chancelleries étrangères. Au sein de l'archipel, la province fut la première à adopter l'islam, lors de la conversion des sultanats, à partir du XVe siècle. Le régime du Président Suharto s'est donc efforcé de dépeindre les Musulmans d'Aceh comme de dangereux fondamentalistes. Certes, selon certaines rumeurs, la Libye aurait participé à l'armement

d'Aceh libre. Mais les rebelles n'ont aucune action d'envergure à leur actif, en trente ans d'existence, et leur équipement se limite à quelques centaines d'armes légères et dépassées.

Une région déclarée zone militaire opérationnelle

A la fin des années 80, la région a été déclarée «zone militaire opérationnelle». Cet artifice a permis de donner carte blanche aux troupes pour mater la rébellion. En dix ans, cette méthode dure aurait provoqué plus de 2 000 morts. Si la démocratisation de l'Indonésie a permis à quelques indépendantistes de retrouver la liberté, la question politique est loin d'être résolue. Les accrochages entre l'armée et la guérilla sont quasi quotidiens.

Vers une certaine autonomie

Washington et Tokyo ne cachent pas leur inquiétude. Car la province longe le détroit stratégique de Malacca. Récemment, le président Wahid s'est prononcé à plusieurs reprises en faveur de l'autodétermination, avant de déclarer que le référendum, tout compte fait, ne porterait pas sur l'indépendance, mais sur l'application de la charia, la loi islamique. Sous la pression discrète mais ferme des Américains, le Parlement examine actuellement un projet de loi qui accorderait davantage d'autonomie à la province ainsi que le contrôle de près de 80% de ses ressources: gaz, pétrole, mais aussi or et bois

V Les moyens de préserver l'unité

La vaste étendue du «continent maritime» indonésien qu'il faut occuper et délimiter pour en exploiter les ressources suscite des besoins de surveillance militaire accrus. L'Indonésie souhaite assumer un rôle de puissance maritime et régionale, stratégiquement située au carrefour de deux océans et de deux continents.

1 Une armée tournée vers la sécurité intérieure

Institution clé de la société indonésienne, les forces armées constituent l'épine dorsale de l'archipel depuis l'indépendance du pays. Issues de la lutte pour l'indépendance, elles tirent de cet épisode fondateur leur légitimité historique, ainsi que les bases de leur doctrine militaire. Leurs noyaux durs initiaux sont disparates et ont mis un certain temps à fusionner : anciens sous-officiers formés par les colonisateurs, milices recrutées par les Japonais, groupements de musulmans menant une guerre sainte contre l'occupant, guérilleros et volontaires « levés en masse ». L'instabilité politique des années 50, la répression menée contre les séparatismes régionaux et la présidentialisation du régime de Soekarno ont incité l'armée à s'intéresser de près à la politique. Grâce à la nationalisation des biens étrangers, les militaires se sont initiés à la gestion des grandes entreprises qui leur avaient été confiées où qu'ils avaient confisquées à leur profit. Ce contexte très particulier a abouti au principe de la « voie du milieu », sorte de double fonction avant la lettre.

Après l'arrivée au pouvoir du général Suharto en 66, cette double fonction s'est officialisée, ajoutant une mission politique à la fonction de défense. Cette nouvelle mission se caractérise principalement dans le maintien de l'ordre intérieur, tandis que la fonction de

défense extérieure reste marginale. Le quadrillage du territoire participe à ce souci d'assumer la sécurité nationale.

Les officiers forment une corporation dont l'influence dans les domaines sociaux et politiques dépasse l'importance numérique. En tant que cadres des armées et en tant que bénéficiaires de la double fonction, ils se présentent comme des gardiens de l'unité nationale et de la constitution. Par ailleurs, ils diffusent, dans les faits, une idéologie très influencée par la culture de Java, dont ils sont pour la plupart originaires.

Ces dernières années, l'agressivité et la réapparition des appétits de la Chine a légitimé l'armée dans son rôle de force politique même si elle n'est pas le seul acteur.

2 Un manque de moyens pour un statut de puissance militaire régionale

La stratégie face à l'extérieur est inspirée de la lutte anti-néerlandaise et s'appuie sur la guérilla contre l'ennemi qu'on laisse venir tant qu'il est le plus fort, puis sur la levée en masse quand le rapport de force est favorable. A la veille de la crise de 97-98, l'armée indonésienne commençait à développer sa capacité de projection, pour assurer la défense éloignée de l'archipel, notamment face à l'émergence de la République Populaire de Chine et ses visées sur l'archipel des Natuna.

C'est ainsi que l'Indonésie a profité de la chute du mur de Berlin pour « aller faire ses courses à l'Est » : Djakarta a ainsi racheté la presque totalité de la flotte militaire de l'ancienne République Démocratique Allemande, soit 39 bâtiments dont 16 corvettes pour un coût de 1,1 milliard de dollars. Dans le secteur de l'aviation, il y avait avant la crise autant d'avions en commande ou en projet qu'en service.

Cette conversion qui exige un équipement bien plus important et plus coûteux que le maintien de l'ordre ou la contre-insurrection a été ralentie par la crise. La tâche plus modeste de surveillance des côtes et eaux de l'archipel reste néanmoins prioritaire.

3 La maîtrise des eaux proches : priorité à la marine

La politique indonésienne de maîtrise des eaux proches est cohérente. Elles vise à devenir une puissance maritime locale à vocation essentiellement défensive avec tous les moyens complémentaires que suppose cet objectif. C'est pour des raisons de sécurité intérieures et d'impératifs de défense contre une éventuelle agression, qu'une importante priorité a été accordée à la marine.

Cette priorité se justifie par la nécessité de pouvoir transporter, d'île en île, par des moyens amphibies, des forces terrestres équipées avec leurs matériels lourds.

La marine indonésienne, si elle apparaît bien dimensionnée dans ces missions de surveillance, n'est en aucun cas susceptible de modifier l'équilibre régional. De plus, elle n'est pas suffisamment puissante pour s'opposer à une action en force de la part de la République Populaire de Chine.

Une solution, pour pallier cette faible puissance, serait la constitution d'une force navale avec la Malaisie et Singapour, afin de surveiller efficacement les détroits de Malacca et de Singapour.

Conclusion

Les diverses stratégies indonésiennes pour unifier l'archipel se distinguent par rapport à celles d'autres pays aussi morcelés, par leur originalité, leur diversité, leur volontarisme et surtout leur efficacité. En effet, dans un environnement, qui est aussi instable que celui des Balkans, il est miraculeux que l'archipel n'ait pas éclaté comme la République Fédérale de Yougoslavie.

C'est malgré tout le grand défi actuel de l'archipel de ne pas se « balkaniser ». Ce combat n'est pas encore gagné puisque, après la crise du Timor, le régime est toujours confronté à plusieurs foyers séparatistes, en particulier dans les Moluques et dans l'Irian Jaya.

Afin d'éviter le démantèlement, il va falloir aux dirigeants indonésiens trouver de nouvelles stratégies de maintien de l'unité, la période d'expansion s'étant muée en une période de préservation. Une solution présentant un bon compromis serait la création d'une fédération s'inspirant de l'union européenne. Groupant les différentes îles ou états elle préserverait une certaine autonomie dans les domaines culturels, éducatifs ou religieux. Cette solution a d'ailleurs été réclamée par un indépendantiste de l'Aceh qui, conscient du manque de viabilité de certaines provinces, y voyait un moyen de préserver un pouvoir central cohérent et crédible, tout en répondant aux principales revendications d'autonomie.

Sur le plan international, si elle veut préserver son indépendance, il est primordial que l'Indonésie se dote des moyens de préserver son intégrité territoriale vis à vis de la Chine qui a des visées impérialiste sur certains espaces maritimes ou terrestres souvent riches en matières premières. La priorité doit continuer à être donnée aux moyens de projection, en particulier maritime. La crise financière ayant freiné la montée en puissance de cette composante, la voie serait pour l'Indonésie une stratégie d'alliance avec ses partenaires de l'ANSEA ou de l'APEC et en particulier avec la Malaysia et Singapour. On peut penser par ailleurs que devant les enjeux stratégiques que représentent les détroits indonésiens, les puissances régionales ou mondiales, comme le Japon et les Etats-Unis, ont tout intérêt à conserver l'Indonésie dans son intégrité et son unité actuelle. Cet intérêt demeure, même si le nouveau contexte international de l'après guerre froide a éliminé la crainte d'un éventuel basculement dans le camp socialiste. La persistance de l'intérêt stratégique de l'Indonésie pour les Américains explique d'ailleurs la réticence des Etats-Unis pour s'impliquer dans la crise du Timor oriental. On peut donc penser qu'en cas de problème majeur, l'unique puissance mondiale ne laissera pas l'anarchie, le désordre ou l'influence chinoise s'installer dans l'archipel.

Bibliographie

Indonésie, l'armée et le pouvoir : de la révolution au développement : F. Cayrac-Blanchard.

Violence contre démocratie en Indonésie : F Cayrac-Blanchard

Islam et armée dans l'Indonésie contemporaine : A Feillard.

L'Indonésie, l'Orient de l'Islam : P. Labrousse.

La géostratégie de l'Océan indien : H Coutau Bégarie.

Un pouvoir central contesté : S. Kane.

L'armée indonésienne, une firme privée : R Bertrand.

L'Indonésie, atout maître du jeu américain : N Chomsky.

L'Indonésie, puissance archipélagique : H Labrousse.

Destin tragique au Timor-Oriental : S. Scherer.

Un Kosovo des mers du Sud : M. Gurfinkiel.

Les guérillas en Asie du Sud-Est : G Chaliand

Importance de l'Indonésie : J.P. Gomane

Politique asiatique de la Chine